



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la modernisation
interministérielle et de l'environnement
Bureau de l'environnement

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 25 NOV. 2025

portant mise en demeure de la société SETEC située sur la commune de Mâron, de respecter les prescriptions applicables aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**LE PRÉFET DE L'INDRE,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L.512-7, L. 514-5, R.512-47 ;
- Vu** la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L.121-1 et L.122-1 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'enregistrement délivré le 7 juin 2019 à la société SETEC pour l'exploitation d'une installation de stockage des déchets inertes sur le territoire de la commune de Mâron (36) au lieu-dit « Les terres des Gros et de l'Orme - La Croix de Saint-Abdon » concernant notamment la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 relatif aux installations soumises à enregistrement sous la rubrique 2760-3, installations de stockage de déchets inertes ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement, relatif à l'inspection menée le 3 octobre 2025, et transmis à l'exploitant par courrier du 9 octobre 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 8 octobre 2025 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant émises le 4, 6 et 10 novembre 2025 par courriel ;

Considérant que lors de la visite d'inspection en date du 3 octobre 2025 sur le site exploité par la société SETEC au lieu-dit « Les terres des Gros et de l'Orme - La Croix de Saint-Abdon » à Mâron, l'inspecteur de l'environnement de la DREAL Centre Val de Loire a constaté les faits suivants :

– l'absence de la clôture côté nord du site sur plusieurs dizaines de mètres, constituant un manquement à l'article 16 de l'arrêté ministériel susvisé,

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment les rubriques suivantes :

- 2515 : installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation ;

- 2517 : station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes ;

Considérant que l'absence de la clôture côté nord du site sur plusieurs dizaines de mètres est susceptible de conduire à une dégradation du niveau de sécurité des installations ou d'avoir un impact important sur l'environnement et sur les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SETEC de respecter les prescriptions de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1er: Mise en demeure de respect des dispositions de l'article 16

La société SETEC, exploitant une installation de stockage des déchets inertes sise « Les terres des Gros et de l'Orme - La Croix de Saint-Abdon » sur la commune de Mâron, est mise en demeure de respecter sous un mois à compter de la notification du présent arrêté :

– les dispositions de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 en complétant la clôture manquante côté nord du site sur plusieurs dizaines de mètres.

Article 2 – Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 – Sanctions administratives

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Aux fins d'obtenir l'exécution de cette décision, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L.171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8 du même code.

Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet des services de l'État dans l'Indre pour une durée maximale de 5 ans.

Article 4 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérécurrs accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Conformément à l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé à M. le Préfet de l'Indre – Place de la victoire et des alliés – CS 80583 – 36 019 CHÂTEAUROUX CEDEX ;
- d'un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de l'énergie, du climat et de la prévention des risques, Grande Arche de La Défense - paroi sud / Tour Sequoia, 92055 La Défense.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Article 5 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à la société SETEC. Il est publié sur le site internet de la préfecture de l'Indre pendant une durée minimale de 2 mois,

Une copie en est adressée :

- ↳ à Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire;
- ↳ Monsieur le Maire de la commune de Mâron pour information.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, www.indre.gouv.fr, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : Exécution

La Secrétaire générale de la préfecture de l'Indre, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire générale,



Noura KIHAL-FLÉGEAU